



Paris, capitale mondiale de la fronde anti-McDonald's

Jean-François Arnaud, Challenges, 14.01.2016

Un puissant syndicat américain de travailleurs est à Paris pour dénoncer la politique sociale et fiscale du géant du fast-food

Le sympathique clown Ronald McDonald, mascotte du leader mondial du hamburger, a les oreilles qui sifflent en ce moment. Un puissant syndicat de travailleurs américains, le SEIU (Service employees international union), qui compte deux millions d'adhérents sur les territoires américain et canadien, s'est lancé dans une vaste campagne mondiale pour l'obliger à revoir ses pratiques sociales et fiscales.

Après avoir lancé des alertes ces derniers mois sur le thème de l'évasion fiscale de l'entreprise américaine via le Luxembourg et son modèle fiscal avantageux, les responsables du SEIU sont maintenant en train d'effectuer une tournée mondiale pour trouver un peu partout des alliés à leur cause.

"L'étendue du groupe McDonald's appelle à une lutte d'une ampleur égale contre ses abus, néfastes aux salariés comme aux consommateurs et aux contribuables", explique Scott Courtney, directeur opérationnel du syndicat. Arrivé le 13 décembre à Paris, il a rencontré le député Pierre-Alain Muet, vice-président de la commission des Finances à l'Assemblée nationale et le sénateur du Nord, membre de la commission des Finances Eric Bocquet. "Il est important pour nous de venir voir les gens qui, comme nous, souffrent des pratiques de McDonald's qui nuisent aux travailleurs mais aussi aux gouvernements", indique Scott Courtney. **Grand moment de son étape parisienne: la réunion avec des représentants de salariés de McDonald's France, suivie d'une conférence de presse au siège national de la CGT à Montreuil (Seine-Saint-Denis).**

Des travailleurs pauvres aux Etats-Unis et en France

Terence Wise, un salarié de McDonald's US est également venu afin d'apporter son témoignage personnel sur le phénomène grandissant des travailleurs pauvres. "Payé 8 dollars de l'heure, il travaille 65 heures par semaine, à la fois chez McDonald's et

Burger King et a été contraint de vivre dans sa voiture avec sa famille faute de pouvoir payer son loyer", explique Scott Courtney. "Nous connaissons aujourd'hui des cas similaires en France, révèle Lynda Zarif, déléguée du personnel CGT de McDonald's France. L'âge moyen des salariés a augmenté, il y a beaucoup de mères de familles qui ont un contrat en temps partiel imposé et se retrouvent avec à peine 1.000 euros à la fin du mois sur leur bulletin de salaire". Selon cette élue, il y a plusieurs cas de "salariés pauvres, au RSA, et dans une situation de mal-logement".

Dans cette situation, le syndicat américain, qui était deux jours plus tôt à Bruxelles pour déposer une plainte auprès de la Commission européenne pour pratiques anti-concurrentielles, une énième étape de sa campagne d'activisme syndical. Le SEIU est aussi à l'origine de l'enquête ouverte par la Commission en décembre dernier sur les accords fiscaux existants entre McDo et le gouvernement du Luxembourg. Il apporte aussi son appui aux élus du Comité d'entreprise de McDonald's Ouest Parisien qui ont déposé une plainte le 18 décembre contre McDonald's France pour blanchiment de fraude fiscale et abus de biens sociaux, ainsi qu'à la coalition d'associations de consommateurs italiennes qui ont déposé une plainte le 12 janvier auprès de la commission européenne pour pratiques anticoncurrentielles dans la gestion de son réseau de franchise. Cerise sur le brownie, la commission des Droits de l'homme du sénat brésilien a ouvert une enquête sur les pratiques du franchisé local accusé de pratiques mettant en danger la santé et la sécurité des salariés.

Optimisation fiscale

"Nos homologues américains ne nous ont pas caché qu'ils comptent beaucoup sur la France pour faire avancer les choses", indique Lynda Zarif. "Je confirme que nous considérons votre pays, premier marché européen de McDonald's et l'un des plus rentables au monde, comme particulièrement stratégique pour notre action, abonde Scott Courtney. Le gouvernement y a lancé une enquête fiscale. L'entreprise et ses franchisés y ont réalisé plus de 21 milliards d'euros de ventes entre 2009 et 2013 et le montant des impôts impayés s'y élèverait entre 386 et 713 millions d'euros pour cette période, sans compter les pénalités. C'est de l'argent qui fait défaut au gouvernement et à chaque citoyen".

La délégation américaine présente 48 heures à Paris, n'a pas inscrit de rendez-vous avec des ministres français à son agenda mais elle promet d'y remédier dès sa prochaine visite en France. ■